

Direction départementale des territoires
Service Environnement

Unité gestion des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement, Déchets

N°10285V

IC/2014/479

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ORDONNANT L'OUVERTURE D'UNE
ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR LA DEMANDE
D'AUTORISATION D'EXPLOITER UN PARC ÉOLIEN SUR LE
TERRITOIRE DES COMMUNES DE SOMETTE EAUCOURT,
OLLEZY ET CUGNY PRÉSENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ PARC
ÉOLIEN DES TOURNEVENTS DU COS**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
CHARGE DE L'ADMINISTRATION
DE L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et R.512-14 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2012 portant mise en œuvre du pouvoir d'évocation du Préfet de Région Picardie en matière d'éolien ;

VU la demande déposée le 13 mars 2014 et complétée le 17 juillet 2014 par la société PARC ÉOLIEN DES TOURNEVENTS DU COS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter sur le territoire des communes de SOMETTE-EAUCOURT, OLLEZY et CUGNY, une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dénommée Parc Eolien des Tournevents du Cos, composée de 9 éoliennes d'une puissance nominale de 2,4 MW, d'une hauteur totale de 149,4 mètres et de 3 postes de livraison situés sur les parcelles cadastrales suivantes:

- ZH1, ZH31, ZE10, ZH28 et ZH24 sur le territoire de la commune de SOMETTE-EAUCOURT (5 éoliennes et 1 poste de livraison)
- ZC19, ZC20 et ZD20 sur le territoire de la commune de OLLEZY (3 éoliennes et 1 poste de livraison)
- ZI3 et ZI2 sur le territoire de la commune de CUGNY (1 éolienne et 1 poste de livraison)

VU l'étude d'impact et les pièces présentes dans le dossier ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 août 2014 établissant la recevabilité de la demande précitée ;

VU l'avis de l'autorité environnementale ;

VU l'ordonnance de Madame la Présidente du tribunal administratif d'Amiens en date du 09 septembre 2014 portant désignation de Monsieur Serge VERON, officier supérieur, en retraite, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Claude BREHIN, directeur départemental adjoint des territoires, en retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

CONSIDÉRANT que les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sont visées par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relèvent de l'autorisation après enquête publique,

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET ET DURÉE DE L'ENQUÊTE

Il sera procédé à une enquête publique dans les communes de SOMETTE-EAUCOURT, OLLEZY et CUGNY sur le projet susvisé. Cette enquête se déroulera du **mercredi 05 novembre 2014 au lundi 08 décembre 2014**.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du préfet, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de trente jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation d'enquête.

Sa décision doit être notifiée au préfet au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. Elle est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les communes concernées ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

ARTICLE 2 – CONSULTATION DU DOSSIER ET PERMANENCES

Le public pourra prendre connaissance du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, qui comporte notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, dans les mairies de SOMETTE-EAUCOURT, OLLEZY et CUGNY aux heures habituelles d'ouverture.

Le commissaire enquêteur désigné sera présent aux jours, heures et lieux suivants :

JOURS	HEURES	LIEU
Mercredi 05 novembre 2014	15h-18h	CUGNY
Jeudi 13 novembre 2014	10-13h	SOMETTE EAUCOURT
Mardi 18 novembre 2014	15h-18h	OLLEZY
Samedi 29 novembre 2014	10h-13h	SOMETTE EAUCOURT
Samedi 06 décembre 2014	10h-13h	CUGNY
Lundi 08 décembre 2014	14h30-17h30	OLLEZY

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ ET AFFICHAGE

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute celle-ci, un avis au public, établi aux frais du demandeur, sera affiché en mairie, par les soins des maires, dans les communes de ANNOIS, ARTEMPS, AUBIGNY-AUX-KAISNES, BEAUMONT-EN-BEINE, BERLANCOURT (60), BRAY-SAINT-CHRISTOPHE, BROUCHY (80), CAUMONT, CLASTRES, CUGNY, DURY, EPPEVILLE (80), ESMERY-HALLON (80), FLAVY-LE-MARTEL, FLAVY-LE-MELDEUX (60), FRIERES-FAILLOUEL, GOLANCOURT (60), GUISCARD (60), GUIVRY, HAM (80), HAPPENCOURT, JUSSY, LA NEUVILLE EN BEINE, LE PLESSIS-PATTE-D'OIE (60), MUILLE-VILLETTE (80), OLLEZY, PITHON, SAINT-SIMON, SOMETTE-EAUCOURT, TUGNY-ET-PONT, UGNY-LE-GAY, VILLEQUIER-AUMONT, VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE et VILLESELVE (60) dont une partie du territoire est située à moins de 6 kilomètres du périmètre de l'exploitation envisagée.

Cet avis, qui devra être publié en caractères apparents, précisera notamment l'objet de l'enquête, l'emplacement de l'installation, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique. Il y sera spécifié que la décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect des prescriptions ou un refus ; les nom et qualité du commissaire enquêteur ainsi que le lieu, les jours et heures où ce dernier recevra les observations des intéressés et le lieu où il pourra être pris connaissance du dossier y seront indiqués. L'avis rappellera que le dossier contient une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale et, le cas échéant la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées. En outre, il mentionnera la durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur. Il sera de plus publié sur le site internet de la préfecture (www.aisne.pref.gouv.fr).

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes précitées.

L'enquête sera annoncée quinze jours avant son ouverture et rappelée dans les huit premiers jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. En outre, l'avis sera affiché, de façon visible depuis la voie publique, sur des panneaux par le demandeur sur chacune des voies d'accès aux terrains, objet de la demande. L'avis devra être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

ARTICLE 4 – OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses appréciations, suggestions et contre propositions sur un registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition dans les mairies de SOMETTE-EAUCOURT, CUGNY et OLLEZY

Le public pourra également les adresser au commissaire enquêteur, par lettre, à la mairie de CUGNY, siège de l'enquête. Elles y sont tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais. Ces observations doivent être consignées, reçues ou notifiées avant la fin de l'enquête.

En outre, les observations écrites ou orales du public seront également reçues par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures sus-mentionnés.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute celle-ci, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers du dossier seront publiés sur le site internet de la préfecture (www.aisne.pref.gouv.fr).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION DE DOCUMENTS À LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire enquêteur en fait la demande au responsable du projet. Cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

ARTICLE 6 – VISITE DES LIEUX

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins 48 heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

ARTICLE 7 – AUDITION DE PERSONNES

Le commissaire enquêteur peut auditionner toute personne qui en fait la demande ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur dans son rapport.

ARTICLE 8 – RÉUNION D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

S'il estime que la nature, l'importance du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le préfet ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur définit en concertation avec le préfet et le responsable du projet les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet ainsi qu'au préfet. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet sont annexées au rapport de fin d'enquête.

Aux fins d'établissement de ce compte rendu, le commissaire enquêteur peut procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur avec son rapport de fin d'enquête au préfet. Les frais afférents à l'organisation de la réunion sont à la charge du responsable du projet.

ARTICLE 9 – RAPPORT ET CONCLUSIONS

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre dans la huitaine le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet a quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmet dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique au préfet de l'Aisne, direction départementale des territoires – service environnement – unité ICPE, déchets – 50 boulevard de Lyon – 02010 LAON CEDEX – l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur par le préfet, après avis du responsable du projet.

Toute personne pourra prendre connaissance à la Direction départementale des territoires et dans les mairies de SOMETTE-EAUCOURT, CUGNY et OLLEZY de la copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur où elle sera tenue à sa disposition pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces éléments sont rendus publics sur le site internet de la préfecture pour une durée d'un an.

ARTICLE 10 - ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE ET SUSPENSION D'ENQUÊTE

Pendant l'enquête publique, si le responsable du projet estime nécessaire d'apporter à son projet des modifications substantielles, le préfet peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur, suspendre l'enquête publique pendant une durée maximale de 6 mois. Cette possibilité ne peut être utilisée qu'une seule fois.

A l'expiration du délai fixé, et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté, l'enquête est prolongée pour une durée d'au moins trente jours.

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le responsable du projet peut, s'il estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander au préfet d'ouvrir une enquête complémentaire d'une durée minimale de quinze jours portant sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et l'environnement. L'enquête complémentaire est ouverte dans les mêmes conditions que l'enquête initiale. Le point de délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête publique est alors reportée à la date de clôture de la seconde enquête.

ARTICLE 11 – INFORMATION ET DÉCISION

La préfète de la région Picardie est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susvisée, qui peut être un arrêté d'autorisation assorti de prescriptions ou un arrêté de refus d'exploiter.

Des informations peuvent être demandées auprès de la société PARC EOLIEN DES TOURNEVENTS DU COS, 15 rue de l'Atlantique 44115 BASSE GOULAIN ou à la direction départementale des territoires, Service Environnement, Unité gestion des ICPE, Déchets, 50 boulevard de Lyon 02011 LAON cedex.

ARTICLE 12 – DÉLIBÉRATION DES COMMUNES :

Les conseils municipaux des communes de ANNOIS, ARTEMPS, AUBIGNY-AUX-KAISNES, BEAUMONT-EN-BEINE, BERLANCOURT (60), BRAY-SAINT-CHRISTOPHE, BROUCHY (80), CAUMONT, CLASTRES, CUGNY, DURY, EPPEVILLE (80), ESMERY-HALLON (80), FLAVY-LE-MARTEL, FLAVY-LE-MELDEUX (60), FRIERES-FAILLOUEL, GOLANCOURT (60), GUISCARD (60), GUIVRY, HAM (80), HAPPENCOURT, JUSSY, LA NEUVILLE EN BEINE, LE PLESSIS-PATTE-D'OIE (60), MUILLE-VILLETTE (80), OLLEZY, PITHON, SAINT-SIMON, SOMETTE-EAUCOURT, TUGNY-ET-PONT, UGNY-LE-GAY, VILLEQUIER-AUMONT, VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE et VILLESELVE (60) seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête. Toutefois, ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 13 – DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Monsieur Serge VERON, officier supérieur, en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête sur le projet indiqué ci-dessus.

Monsieur Claude BREHIN, directeur départemental adjoint des territoires, en retraite, est désigné en qualité de suppléant au commissaire enquêteur. Il remplacera le titulaire en cas d'empêchement et exercera alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

ARTICLE 14 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Saint-Quentin, le directeur départemental des territoires, les maires des communes de ANNOIS, ARTEMPS, AUBIGNY-AUX-KAISNES, BEAUMONT-EN-BEINE, BERLANCOURT (60), BRAY-SAINT-CHRISTOPHE, BROUCHY (80), CAUMONT, CLASTRES, CUGNY, DURY, EPPEVILLE (80), ESMERY-HALLON (80), FLAVY-LE-MARTEL, FLAVY-LE-MELDEUX (60), FRIERES-FAILLOUEL, GOLANCOURT (60), GUISCARD (60), GUIVRY, HAM (80), HAPPENCOURT, JUSSY, LA NEUVILLE EN BEINE, LE PLESSIS-PATTE-D'OIE (60), MUILLE-VILLETTE (80), OLLEZY, PITHON, SAINT-SIMON, SOMETTE-EAUCOURT, TUGNY-ET-PONT, UGNY-LE-GAY, VILLEQUIER-AUMONT, VILLERS-SAINT-CHRISTOPHE et VILLESELVE (60), ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la présidente du tribunal administratif d'AMIENS, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, à l'inspection des installations classées ainsi qu'au responsable du projet.

Fait à Laon, le

Le secrétaire général chargé
de l'administration de l'Etat
dans le département

10 OCT. 2014



Bachir BAKITI

